



Cabral Libii, coordonnateur national du mouvement « 11 millions de citoyens » et candidat malheureux au scrutin du 07 octobre passé, s'est exprimé sur la décision du Président de la République portant sur l'arrêt des poursuites contre 289 personnes arrêtées dans le cadre de la crise dans les Régions du Sud-ouest et Nord-Ouest. Le jeune politicien trouve salubre la décision présidentielle, mais encourage le Président Biya à mieux , notamment en se rendant dans les zones de conflits

Lire sa déclaration en intégralité

Suite à la publication le 13 décembre 2018 d'un communiqué du Secrétaire Général de la Présidence de la République, faisant état de l'arrêt des poursuites devant le tribunal militaire contre un certain nombre de personnes arrêtées pour des délits commis dans le cadre de la crise dans les Régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, 289 détenus de la crise anglophone seront bientôt libres. Comparé au nombre total de détenus, ce chiffre est encore loin du compte.

Néanmoins, ce communiqué démontre à suffisance qu'il n'est jamais trop tard pour apprendre de l'opposition. En effet, depuis mon adresse à la jeunesse le 10 février 2018, j'ai demandé de façon constante et répétée au Président de la République de libérer dans un but d'apaisement, ces compatriotes incarcérés, ce d'autant qu'un grand nombre d'entre eux, voulait se dévouer

à la construction d'une paix durable et concertée.

Avec les 289 compatriotes qui retrouveront bientôt la liberté et au nom du Mouvement 11 Millions de Citoyens, je partage le soulagement devant ce dénouement et je remercie très vivement tous ceux qui ont aidé, facilité et contribué à la prise de cette décision qui constitue une indéniable avancée. Toutefois, le caractère inexplicablement tardif de la mesure a, non seulement laissé dépérir l'état de santé de certains détenus, mais a aussi exacerbé les tensions occasionnant de nombreuses pertes en vies humaines.

Laissant même l'impression du franchissement d'un point de non-retour. C'est encore le lieu d'adresser mes encouragements aux forces nationales de défense engagées dans cette crise, qui les exaspère et donne lieu par moments, à des débordements inhumains.

J'appelle le gouvernement à accélérer le processus de libération des autres personnes arrêtés sur l'étendue du territoire national dans le cadre de cette crise.

La mention du terme "délit" utilisé stricto sensu pour qualifier les infractions évoquées et l'exclusion proclamée dans un communiqué du Ministre Délégué à la Présidence chargé de la Défense, des « commanditaires », des « planificateurs », des « criminels, assassins et autres dangereux terroristes », laissent penser que la libération des leaders anglophones sur qui pèsent des charges criminelles et non délictuelles, n'est pas envisagée.

Et pourtant, la libération des détenus dans la situation inadmissible qui prévaut, doit être suivie par un processus de normalisation qui doit impérativement intégrer la reprise du dialogue au sujet des questions qui alimentent la crise. Ce dialogue ne peut être efficacement mené qu'avec les leaders dont la légitimité est établie et dont le mot d'ordre peut être suivi d'effet;

Si la justice sait sévir, elle doit aussi être capable de recoller les morceaux et de ramener la paix. Elle doit être un arc en ciel après l'orage, le foyer de l'édification d'un nouveau vivre ensemble dans un contrat social aux clauses renouvelées.

J'ose espérer que cette mesure de libération de 289 détenus aura un impact d'apaisement sur l'ardeur des combattants dans le bush. J'appelle le Président proclamé élu suite au scrutin du 7 octobre 2018 à prendre enfin ses responsabilités en se rendant lui-même dans le Nord-ouest et dans le Sud-ouest.

De même, j'interpelle le Gouvernement à prendre des mesures concrètes pour ramener en terre camerounaise, les milliers de compatriotes réfugiés dans les pays voisins à cause de la crise ».